



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Une-mesure-transitoire-avant-l>

Une mesure transitoire avant l'Economie distributive

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 839 - novembre 1985 -

Date de mise en ligne : lundi 16 mars 2009

Date de parution : novembre 1985

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Après le changement de cap à droite de la C.F.D.T., concrétisé par le vote favorable (64 %) du quitus à l'équipe dirigée par E. Maire, il n'y a plus d'organisation de masse réellement anticapitaliste (l'objectif CGT étant un capitalisme d'Etat).

Le parti socialiste (PS) a également oublié l'engagement pris dans sa déclaration de principe : « Il ne s'agit pas, pour nous, d'aménager le système capitaliste, mais de lui en substituer un autre ». Il est maintenant clair que le P.S. n'envisage aucunement (il l'a assez prouvé) de sortir la France de l'économie marchande - inhérente au système capitaliste - qui engendre, à la fois, le chômage et l'exploitation des travailleurs. La constatation de cette réalité décevante ne doit pas nous faire perdre l'espoir et succomber à la tentation de tout abandonner. Il est important de l'intégrer dans notre recherche de nouveaux moyens qui permettent d'aller dans le sens d'une réunification et d'une remobilisation de la classe ouvrière ; de toutes les composantes de la classe ouvrière. Car il est dangereux de mettre à la poubelle les « laissés pour compte de la société en construction », en amalgamant les vieux, les drogués, les chômeurs etc... Les véritables « damnés de la terre » ne sont plus aujourd'hui ceux qui travaillent, mais ceux qui sont abandonnés sur le bord de la route par la société capitaliste. Si les sans travail et les travailleurs précaires ne sont pas intégrés dans une stratégie anticapitaliste, je ne vois pas comment la lutte pour un vrai socialisme démocratique (socialisme des Droits de l'Homme), a la moindre chance de succès. Par ailleurs, il ne s'agit pas non plus d'essayer de résister aux restructurations imposées par l'évolution technologique (par les progrès) car ce serait s'engager dans des luttes (« pas de licenciement ») perdues d'avance, qui peuvent au mieux être de retardement... les faits sont têtus et l'ont assez démontré !

La seule chance pour remobiliser la classe ouvrière, est d'unifier et d'intégrer les trois composantes de ce qu'elle était (c'est-à-dire tous les travailleurs) :

1) La composante des travailleurs permanents, à statut et garanties sociales, qui se retranche et voit ses garanties grignotées.

2) La composante des travailleurs précaires (intérimaires, à durées déterminées, etc...), sans garanties ou à faibles garanties, avec des salaires médiocres.

3) La composante d'exclus du travail à la recherche de petits jobs et sans ressources, ou presque... Les deux dernières composantes communiquent et se développent rapidement.

Le total de l'addition = LA CLASSE OUVRIÈRE !

Pour réussir la réunification de la classe ouvrière, il nous faudra réussir l'unification de tous les anticapitalistes réels sur un minimum d'objectifs et de revendications communes CREDIBLES, c'est-à-dire des revendications par lesquelles les travailleurs peuvent à nouveau ESPERER, en combattant pour elles, obtenir des résultats positifs et/ou de poser des jalons pour sortir de l'économie marchande inhérente au système capitaliste qui est le responsable essentiel de la division de la classe ouvrière.

RECONSTRUIRE L'ESPOIR

Reconstruire l'espoir détruit chez les travailleurs, c'est partir de leurs aspirations et surtout de leurs problèmes immédiats de vie ou de survie, et non leur promettre de raser gratis demain... Car les problèmes immédiats sont flagrants : l'emploi ou le droit à une activité, les salaires ou le droit aux ressources nécessaires pour vivre décemment. Mais alors, que faire quand il faut se rendre à l'évidence que le nombre d'emplois transformés et créés est largement inférieur aux emplois supprimés ? ou encore, quand l'appareil productif de biens et de services peut réaliser tout ce dont le monde a besoin, mais qu'il n'a plus besoin de tout le monde ? Et, quand dans le système capitaliste prédominant, il faut toujours VENDRE sa force de travail par un emploi pour gagner de l'argent pour vivre ! Un seul moyen s'offre à nous pour obtenir la satisfaction des BESOINS DE L'HOMME sans subir le « goulag » des « inactifs et des assistés » : répartir le travail salarié sur l'ensemble de la population

active en réduisant la durée du travail en conséquence. Mais hélas, dans le système capitaliste avec son inhérente économie de marché, la quantité d'argent qu'il faut gagner pour vivre, reste encore toujours liée au temps de travail VENDU ou au temps de l'emploi (chez les patrons). Dans cette situation, reconstruire l'espoir de TOUS les travailleurs, c'est trouver et proposer des revendications contenant des critères qui permettent de répartir équitablement entre TOUS (TES), non seulement LE TRAVAIL, mais également les REVENUS et/ou RESSOURCES. Résoudre durablement ce problème, nécessite une rupture avec le système capitaliste et l'abolition de son inhérente économie de marché dont le moteur est le profit. Pour avoir un profit maximum, il faut produire à bon marché. La machine - plus rentable - remplace donc le travail humain, d'où¹ cherté.

Pour faire du profit (seulement possible pour certains) il faut recruter des rares, d'où¹ destruction de marchandises utiles. Pour faire du profit, il faut absolument vendre et n'importe quoi, d'où¹ gaspillages, fabrication de gadgets inutiles, dont les armes... au lieu de fabriquer des biens utiles servant à la satisfaction des besoins normaux de vie et de les répartir équitablement, c'est-à-dire REMPLACER L'ECONOMIE MARCHANDE par une ECONOMIE dite DISTRIBUTIVE !

Il ne suffit pas d'avoir raison sur l'analyse et de dire il faut rompre avec le système capitaliste et son économie marchande, parce que c'est l'évidence pour sortir du cycle infernal. Nous devons absolument répondre à la question : comment pouvons-nous encore nous battre contre la DUALISATION ». (les protégés et les non protégés, ceux qui peuvent « gagner » leur vie et ceux qui ne peuvent plus (ou très rarement) de l'économie, contre cet éclatement de la société que la droite admet et que la soi-disant gauche qui gouverne accepte comme inévitable, ou prône : elle en fait la promotion !... La seule ALTERNATIVE réellement de GAUCHE à la société ÉCLATÉE, c'est une société où tout le monde peut travailler, mais travailler peu, tout en étant assuré sa vie durant, d'une allocation, d'un revenu, ou de ressources permettant une vie normale, en échange de la faible quantité de travail encore nécessaire.

Même si cette alternative n'est pas immédiatement réalisable ou plutôt parce que cette alternative n'est pas immédiatement réalisable, nous devons forger le, ou les outils de lutte, hors du terrain parlementaire et hors de la fausse alternance « gauche/droite » c'est-à-dire, hors d'une stratégie basement électoraliste, car les dernières élections l'ont démontré une nouvelle fois : « élections piégées ». Le système électoral du « chèque en blanc » est inadmissible pour de vrais démocrates, et donc pour de vrais socialistes. Je n'entre pas ici dans les détails d'un fonctionnement réellement démocratique par les conseils des communautés de base, ce n'est pas le but de cette contribution qui consiste à proposer de nouvelles revendications unifiantes et remobilisatrices. Des revendications qui permettent de reconstruire un rapport des forces favorable aux travailleurs.

Je reste persuadé qu'aucune stratégie anti-capitaliste n'est possible avec des chances d'aboutir, sans intégrer toutes les composantes de la classe ouvrière et puis également l'ensemble des luttes « populaires » : pour l'écologie, pour les libertés, contre le racisme, contre la guerre... même si tout le monde n'a pas encore conscience de la cause fondamentale : le système capitaliste avec son inhérente économie marchande.

L'Economie marchande ne produit pas pour l'Homme privé de revenu, elle ne connaît que le client ! L'homme n'est ni bon, ni méchant, il cherche à vivre... Sans abandonner la lutte pour des salaires décents, contre les inégalités, pour de meilleures conditions de travail et la réduction du temps de travail de ceux et de celles qui ont encore un emploi, il faut également engager le combat AVEC et POUR ceux et celles qui ont déjà été éliminés par l'économie marchande modernisée et qui, en plus sont qualifiés « d'inactifs et d'assistés ». Le seul moyen que notre groupe a trouvé dans le sens d'une unification et d'une remobilisation des travailleurs (pour qu'ils aient de nouveau envie de se battre), est que tout le monde puisse travailler ou avoir une activité rémunérée. C'est ainsi que nous proposons à tous les anticapitalistes et tout simplement à tous ceux et toutes celles qui veulent agir pour se sortir, eux et leurs semblables, de la misère et de ces injustices, d'exiger des organisations sociales, syndicales et politiques, de militer avec et en faveur des exclus (es), c'est-à-dire une stratégie commune au mouvement ouvrier ou une unité populaire, pour la mise en place d'une loi d'urgence, ou, obtenir une réglementation qui, d'abord autorise, puis promet une sortie progressive de «

l'assistance » et de la non garantie des emplois temporaires-précaires. Une réglementation qui consiste prioritairement et en première étape, à CONSERVER tous les emplois menacés, par une diminution, proportionnelle au nombre d'emplois menacés, de la durée du travail de toutes celles et de tous ceux qui sont employés par une unité économique ou un « site ». COMPENSER la diminution correspondante du salaire par une indemnité compensatrice du type « indemnisation du chômage partiel » mais compensant mieux les bas salaires. Il s'agit de compenser le manque « à gagner sa vie » correctement ! SANS ETRE : NI INACTIF, NI ASSISTÉ !

Dans les cas où une diminution du temps de travail, proportionnelle au nombre d'emplois menacés d'un « Site », ferait descendre l'horaire hebdomadaire en dessous de 32 h ou même 24 h, ainsi que dans les cas des premières demandes d'emplois non satisfaites (des jeunes, des femmes), il faut que cette réglementation permette la création d'Agence Locales pour la Promotion du Droit à une Activité : (activité professionnelle, culturelle ou de solidarité) A.L.PRO.D.A. nous les concevons proches des gens, par exemple au niveau du canton. L'A.L.PRO.D.A. est comparable à une entreprise (toute personne demandeuse d'un emploi après licenciement, départ volontaire, jeunes sortis de l'école, femmes...), si elle en manifeste la volonté, est embauchée par l'A.L.PRO.D.A. ; embauche qui comporte l'engagement d'une présence et d'un travail dans les conditions similaires à une embauche normale (à durée indéterminée) chez un autre employeur. Le système des « négociés » serait donc à limiter ! C'est l'A.L.PRO.D.A., devenu le seul employeur de toutes et de tous les sans-travail, qui, en-dehors des placements de personnes à des postes permanents existants, facturerait les prestations de sa main-d'oeuvre disponible aux « utilisateurs » et/ou aux contractants (entreprises ou particuliers). C'est ainsi que le FNE, les ASSEDIC, l'APEC, les fonds pour les TUC, etc... n'apporteraient qu'un appoint aux finances de l'A.L.PRO.D.A.. De ce fait, on arrivera à sortir les gens de l'assistance et de l'inactivité dominantes. Il s'agit de ne plus « payer des gens en les obligeant à ne rien faire », seulement à « chercher » du boulot de plus en plus RARE ! ce qui, par le système marchand de l'offre et de la demande, permet aux profiteurs (les privilégiés du système actuel) de « donner » une aumône au lieu de rémunérer correctement le travail.

Même si transitoirement (avant les transformations fondamentales), un grand nombre de personnes ne peut être placé tout de suite à un poste permanent, l'A.L.PRO.D.A. devenant l'employeur permanent des ex-sans-travail, deviendra donc également celui qui assurera un revenu permanent garanti et non une aumône plus faible que les allocations « d'assistance ». En plus, comme dans une autre entreprise, les travailleurs de l'A.L.PRO.D.A. peuvent s'organiser collectivement (syndicat)... C'est donc la possibilité de réunifier et de remobiliser la classe ouvrière (y compris ceux et celles de la 2e et 3e composantes) pour une lutte anti-capitaliste, et un combat pour un socialisme démocratique à économie distributive. Les questions de fonctionnement, de gestion, de couverture financière, etc... sont explicitées dans la brochure « Que faire ? » du C.L.A.C. de Thann*. La gravité des problèmes actuellement posés par le chômage, du manque de ressources minimales et l'inactivité de millions de personnes vaut en tout cas la peine de tout tenter pour trouver des solutions. Une volonté politique et syndicale permettrait d'avancer rapidement. La prise de conscience du but non-capitaliste et donc non marchand vers lequel nous dirige l'évolution, est seule capable de nous concilier les uns avec les autres ; de nous unir en vue de faciliter et d'accélérer l'épanouissement d'un vrai socialisme des Droits de l'Homme par l'Egalité Economique, seule capable de satisfaire TOUS LES BESOINS ! Ce qui précède est révolutionnaire ? Mais qu'est-ce que la révolution ? Pour bien des gens, révolution veut dire bagarre ! Non ! Révolution signifie : transformation inévitable.

Ce qui déclenche la bagarre, dernier refuge du désespoir, c'est le refus de la révolution. Lorsque le développement des forces productives d'une société rend caduques ses institutions, une adaptation de celles-ci ne suffit plus. Leur mutation s'impose. Alors, ce n'est pas pour accroître le désordre, mais pour remettre en ordre une société déphasée, contradictoire et absurde qu'il convient de procéder à une refonte totale.

Aujourd'hui, les inégalités, les privilèges, les mécanismes contraignants et paralysants entraînent de telles incohérences et iniquités que la révolution peut jaillir à chaque pas. Refuser cet état de choses et instaurer un ordre social assurant la justice, la sécurité et la dignité, donc la paix sociale

Une mesure transitoire avant l'Economie distributive

C'EST CELA, LA RÉVOLUTION !

Que la misère existe encore dans une société où le développement des sciences et des techniques permet la création de fusions interplanétaires, c'est un scandale qu'aucun citoyen - à plus forte raison s'il se prétend « social » ou se dit « socialiste » - ne peut tolérer.

(*) Adresse de contact : M. Jeanne et Pierre WENDLING 29, rue du Kurenbourg 68800 THANN